

***Collection***  
***Études théoriques***

**no ET0901**

Le CRISES : son orientation  
et ses axes de recherche

Texte soumis au Fonds québécois  
de recherche sur la société et la  
culture (FQRSC) dans le cadre  
de la demande de subvention au  
programme de Regroupements  
stratégiques - janvier 2008

janvier 2009



Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Collection Études théoriques – no **ET0901**

« **Le CRISES : son orientation et ses axes de recherche** »

Denis Harrisson, directeur CRISES

ISBN-10 : **2-89605-301-8**

ISBN-13 : **978-2-89605-301-8**

EAN : **9782896053018**

Dépôt légal : 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque et Archives nationales du Canada

## PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

### **Axe innovations sociales, développement et territoire**

- Les membres de l'axe développement et territoire s'intéressent à la régulation, aux arrangements organisationnels et institutionnels, aux pratiques et stratégies d'acteurs socio-économiques qui ont une conséquence sur le développement des collectivités et des territoires. Ils étudient les entreprises et les organisations (privées, publiques, coopératives et associatives) ainsi que leurs interrelations, les réseaux d'acteurs, les systèmes d'innovation, les modalités de gouvernance et les stratégies qui contribuent au développement durable des collectivités et des territoires.

### **Axe innovations sociales et conditions de vie**

- Les membres de l'axe conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

## **Axes innovations sociales, travail et emploi**

- Les membres de l'axe travail et emploi orientent leurs recherches vers l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans les services, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, l'équité en emploi et la formation.

## **LES ACTIVITÉS DU CRISES**

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires postdoctoraux, la formation des étudiants, le CRISES organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.cris.es.uqam.ca>.

*Denis Harrisson*  
Directeur

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU DIRECTEUR .....	1
CONTRIBUTIONS À L'AVANCEMENT DES CONNAISSANCES .....	3
ÉVOLUTION DE LA PROGRAMMATION ET RENOUVELLEMENT DES THÉMATIQUES DE RECHERCHE.....	4
COMPLEXITÉ ET ENVERGURE DES QUESTIONS DE RECHERCHE SOULEVÉES .....	6
Le concept de l'innovation sociale .....	6
Les axes de recherche .....	7
L'axe innovations sociales, travail et emploi .....	7
L'axe innovations sociales, développement et territoire .....	8
L'axe innovations sociales et conditions de vie .....	9
Des activités transversales .....	11
ÉQUILIBRE DES EXPERTISES DES MEMBRES.....	11
ACTIVITÉS DE CONCERTATION ET INTÉGRATION DES CONNAISSANCES .....	12
FORMATION À LA RECHERCHE .....	14
Participation aux travaux de recherche .....	15
Soutien à la publication.....	15
Activités de formation .....	16
Réseau étudiant au sein du CRISES .....	16
Soutiens offerts .....	16
ORGANISATION ET GESTION.....	17
RESSOURCES COMMUNES .....	17
LES TROIS VOCATIONS DU CRISES .....	18
Rapprochement recherche-société .....	18
Internationalisation .....	23
Installation de recherche .....	25
BIBLIOGRAPHIE.....	29



## PRÉSENTATION DU DIRECTEUR

Dans le texte ci-joint, le lecteur trouvera un extrait de la demande que les membres du CRISES ont déposée en janvier 2008 auprès du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture dans le cadre de son programme « Regroupement stratégique ». Les chercheurs du CRISES sont fiers d'avoir réussi à obtenir le renouvellement de cette subvention d'infrastructure jusqu'en 2014 au terme de ce concours permettant au Centre de continuer sa mission scientifique. Il s'agit en effet d'une importante reconnaissance de notre contribution à l'avancement des connaissances sur l'innovation sociale.

Le document présente notre problématique scientifique ainsi que les voies que nous comptons emprunter afin de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés pour les prochaines années. Il s'agit pour nous de continuer à produire des connaissances, de les diffuser, de voir à leur transfert vers les différentes communautés ainsi que d'explorer des avenues inédites de manière à marquer significativement le savoir en matière d'innovation sociale et de transformation sociale. Nos axes de recherche sont les mêmes depuis 2000, mais ils ont été reformulés afin de tenir compte des avancements accomplis. Tous nos projets de recherche ainsi que la formation des équipes se regroupent derrière une thématique comprise dans l'un ou l'autre des trois axes suivants : a) innovations sociales, travail et emploi; b) innovations sociales et conditions de vie; et c) innovations sociales, développement et territoire. De plus, nous consacrerons davantage d'efforts afin de faire converger nos analyses et nos connaissances produites au sein des trois axes dans le domaine des innovations sociales de manière transversale à la fois pour mieux connaître les conditions d'émergence et de création des innovations sociales ainsi que le processus qui conduit à leur pérennité et leur institutionnalisation.

Enfin, rappelons que le CRISES comprend une quarantaine de chercheurs qui encadrent plus de deux cents étudiants aux cycles supérieurs. Les membres du CRISES représentent onze disciplines universitaires et ils sont affiliés à huit universités du Québec : UQAM, UQO, Université Laval, Université Concordia, Université de Sherbrooke, Université de Montréal, HEC Montréal et UQAC.

Denis Harrisson, directeur  
janvier 2009



## LE CRISES : SON ORIENTATION ET SES AXES DE RECHERCHE

---

### CONTRIBUTIONS À L'AVANCEMENT DES CONNAISSANCES

---

Dans les premières années de son existence, les travaux du CRISES ont été centrés sur l'étude des innovations sociales (IS), plus particulièrement des contextes (crise, rupture, discontinuité) favorisant leur émergence ainsi que des acteurs (issus des mouvements sociaux, anciens ou nouveaux, mais aussi de l'entreprise et de certains milieux institutionnels) qui voyaient dans ces IS des réponses à des problèmes économiques et sociaux inédits. À un premier niveau donc, les travaux des chercheurs du CRISES et de leurs étudiants ont permis de constituer une riche banque de matériaux (à l'origine surtout qualitatifs) décrivant et analysant les IS dans chacun des trois axes : travail et emploi, développement et territoire et conditions de vie.

Dans les années récentes, le Centre a mis l'accent sur le travail interaxe et sur un certain nombre de projets transversaux qui, s'appuyant sur les projets de recherche des axes, mais prenant une distance par rapport à eux, ont permis de poursuivre la compréhension du phénomène de l'IS tant au plan théorique qu'analytique. Au plan théorique : le CRISES a mis en exergue différentes définitions de l'IS, empruntées à diverses approches théoriques dont trois font ressortir des niveaux d'analyse permettant de délimiter les contours de l'IS : institutionnel (niveau macro), organisationnel (niveau méso) et un dernier niveau qui permet d'observer les dynamiques initiant ces IS (acteurs et mouvements sociaux : niveau micro).

Une contribution centrale du CRISES à la formulation d'une théorie de l'IS reste à faire : il s'agit là d'un élément central de la nouvelle programmation. Au plan analytique : les travaux ont mis l'accent sur l'analyse des processus de développement de l'IS, des conditions de sa diffusion et des liens entre innovation et transformation sociale. 1 - Les travaux récents ont contribué à analyser les processus communs de développement des IS, en distinguant les phases d'émergence, d'expérimentation, d'appropriation et d'alliance/transfert/diffusion. 2 - Les projets conduits dans les trois dernières années ont mis en lumière la fragilité de plusieurs des IS analysées dans les périodes précédentes et révélé la pertinence d'étudier leurs conditions de diffusion et d'institutionnalisation. Ce fut d'ailleurs le thème du colloque international organisé par le CRISES à l'automne 2007. Les travaux récents ont mis en évidence l'importance des configurations institutionnelles dans la diffusion des innovations (ex. : rôle des réseaux, des structures intermédiaires, des structures médiatrices non-étatiques). Les initiatives qui dépassent le stade de l'expérimentation sont celles qui sont soutenues par des institutions de financement, d'habilitation et de transfert de connaissances, ainsi que des

formes de gouvernance qui favorisent leur diffusion. 3 - Un champ de contribution plus récent, et plus limité, concerne le rôle de l'IS dans la transformation des sociétés ou, en d'autres termes, la manière dont des initiatives marginales à l'origine en viennent à transformer le modèle de développement ; elles cessent alors d'être des innovations pour devenir partie prenante de nouvelles institutions et de nouveaux rapports sociaux. Il faut également noter que les matériaux surtout qualitatifs générés dans les projets des différents axes ont conduit, dans une deuxième étape, à définir les catégories conceptuelles et statistiques à partir desquelles les IS peuvent être saisies sur de plus larges ensembles : en témoignent l'étude des innovations en termes de participation et de partenariat dans le secteur manufacturier québécois et le repérage et les modalités d'analyse statistique des entreprises d'économie sociale, qui sont en voie d'être reprises par les instances gouvernementales tant au niveau québécois que canadien. La contribution du CRISES à l'avancement des connaissances s'effectue très souvent par le biais de dynamiques partenariales de recherche qui constituent en elles-mêmes une IS dans le champ de la production des connaissances. Les chercheurs du CRISES travaillent en effet dans l'une, ou l'autre, ou même plusieurs des trois ARUCs (travail et emploi, économie sociale, développement des collectivités), y développant des projets qui ont pour particularité de reposer sur la tension et l'interfécondation de deux types de savoir, celui des milieux universitaires et celui des acteurs sociaux. Ces processus qui misent sur le choc des cultures, produisent des effets durables tant sur la recherche universitaire que sur le travail des organismes partenaires. Finalement, notre contribution peut être saisie à travers la triple aire d'influence de ses travaux : 1 - diffusion au sein des réseaux scientifiques nationaux et internationaux, soit par les liens directs établis par d'autres équipes ou centres de recherche, soit par le biais de la participation à des projets de grande envergure comme KATARSIS (Commission Européenne) ; 2 - maintien d'une solide tradition de diffusion vers les milieux de pratiques et les décideurs publics, dont certains ont été associés au processus même de la recherche ; 3 - participation à la création de réseaux intéressés aux innovations, tels le Réseau québécois en innovation sociale, dont le CRISES est l'un des membres fondateurs.

---

## **ÉVOLUTION DE LA PROGRAMMATION ET RENOUVELLEMENT DES THÉMATIQUES DE RECHERCHE**

---

L'évolution de notre programmation est essentiellement attribuable à trois facteurs : les résultats de nos travaux antérieurs, l'intégration de nouveaux chercheurs, et notre insertion dans des réseaux de recherche nationaux et internationaux. Bien que ce soit davantage l'effet composé des facteurs que leurs impacts individuels qui influencent le renouvellement du programme, nous les traitons ci-après un à un afin de montrer leurs contributions respectives.

- A l'origine du CRISES, les travaux ont surtout porté sur l'économie sociale et sur les innovations dans le travail et l'emploi dans le secteur manufacturier en particulier. Les résultats de ces travaux ont alimenté notre réflexion sur l'innovation sociale (IS), sur ses manifestations, de même que sur son inscription dans l'action sociale. Cette réflexion nous a permis de dégager une signification dont la portée est plus universelle pour l'IS, en plus de révéler la variabilité de ses formes, de son intensité, et le fait que l'IS peut apparaître seule ou en conjonction avec d'autres IS et/ou innovations technologiques. Surtout, la réflexion nous a conduits à reconnaître l'importance d'appréhender l'IS de manière globale, et de tenir compte d'autres éléments qui l'influencent grandement : les processus, les institutions, et le potentiel créateur des acteurs qui la portent notamment.
- Au fil des ans, nous avons accueilli de nouveaux membres, issus de disciplines variées, qui arrivent avec de nouvelles idées, des conceptions nouvelles de l'IS et des approches originales pour l'appréhender. Cela nous conduit collectivement à considérer des méthodologies que nous avons peu exploitées jusqu'ici. Nous envisageons notamment d'effectuer davantage d'enquêtes quantitatives sur l'IS et d'étudier son évolution dans le temps.
- Enfin, notre programmation évolue grâce aux liens établis avec des chercheurs d'autres centres. En effet, nous travaillons à l'établissement d'un réseau de chercheurs canadiens et internationaux et au développement d'une programmation « intégrative » qui permettra le développement et la réalisation d'études comparées.

Les travaux futurs continueront donc d'être organisés par axe, les mêmes axes que ceux qui ont été présentés en 2001. Mais les chercheurs des axes étendent leurs projets à des secteurs et/ou facteurs nouveaux (par exemple, les entreprises du savoir et les effets de la financiarisation croissante de l'économie dans l'axe Travail et emploi). De plus, les activités transversales (interaxe) sont de plus en plus privilégiées.

Nos travaux futurs viseront donc davantage l'IS en tant que concept théorique fondamental, comme ce fut le cas du concept de l'innovation technologique, ou, à une autre échelle, de celui de capital social, révélés par les grandes théories contemporaines du social.

La programmation du CRISES est donc renouvelée et elle demeure bien ancrée dans une infrastructure qui a fait ses preuves. L'évolution de la programmation témoigne du travail qu'il reste à réaliser sur l'IS, de sa complexité, de son effusion dans les diverses sphères de la société, et de son impact sur les pratiques sociales, les règles et les institutions sociales.

---

## COMPLEXITÉ ET ENVERGURE DES QUESTIONS DE RECHERCHE SOULEVÉES

---

### **Le concept de l'innovation sociale**

Une innovation sociale (IS) représente toute nouvelle pratique, procédure, règle, approche ou institution qui vise à améliorer les performances économiques et sociales, à résoudre un problème important ou à combler un déficit de régulation et de coordination. Nous proposons donc un programme de recherche afin de combler les lacunes dans la conceptualisation, la théorisation, l'opérationnalisation et la mesure de l'IS. L'IS se révèle sous au moins deux dimensions. D'abord sous celle d'une solution novatrice visant à résoudre une situation jugée insatisfaisante, ensuite en tant que phénomène de coopération entre une diversité d'acteurs qui en viennent à créer de nouvelles connaissances dans un processus d'apprentissage mutuel, afin de mettre en œuvre la solution. Ainsi l'IS peut se concevoir comme un ensemble de pratiques et de procédures tangibles et observables que nous nous proposons d'identifier et d'étudier. L'IS est un processus qui résulte d'actions complexes impliquant une diversité d'acteurs qui valident le caractère novateur en fonction de leurs représentations et de leurs attentes. Vu sous cet angle, l'IS s'inscrit donc dans un cadre dynamique d'organisations en interaction (organisations privées, publiques, et du tiers secteur). Cette conception de l'innovation s'inscrit dans la perspective d'un système national d'innovation que nous nous proposons également d'examiner par la définition de projets de recherche qui étudieront, notamment, les rapports entre les secteurs d'activités, les partenariats et les modes de gouvernance.

Par ailleurs, il existe plusieurs approches théoriques pour comprendre l'innovation, expliquer les conditions qui en favorisent l'émergence, démontrer son efficacité traduite en résultats, analyser son processus de création et de diffusion, et en comprendre l'institutionnalisation. On peut diviser les approches en deux catégories : les analyses organisationnelles et les analyses institutionnalistes. Dans le premier cas, les dimensions suivantes sont mises en évidence : les aspects culturels, les politiques, la gestion, les réseaux et la coopération, l'entrepreneuriat, ou encore le milieu organisationnel dans lequel naît l'innovation et situe l'action qui la produit. Quel que soit les aspects mis en lumière, les analyses organisationnelles de l'innovation montrent que le processus d'innovation est ouvert, dynamique et non linéaire. On analyse également comment les acteurs en viennent à se mobiliser dans des réseaux d'innovation organisés. Chaque organisation évolue dans un environnement socioéconomique qui influence le cours des actions internes, il devient possible de montrer les trajectoires différenciées de l'innovation en examinant notamment les structures de marché ou les caractéristiques institutionnelles dans lesquelles évolue une organisation donnée. Les approches institutionnalistes considèrent pour leur part que le phénomène de l'innovation est le résultat d'interactions multiples dans des systèmes d'action. Le système institutionnel est ajouté aux

éléments organisationnels pour mieux comprendre le processus d'innovation et en avoir une conception qui soit complète puisque les organisations sont certes les lieux d'interactions dans lesquelles se situent les actions conduites par les acteurs, mais ce sont les institutions qui définissent les règles auxquelles les acteurs se soumettent. Les systèmes d'innovation sont portés par des acteurs qui tissent des relations de correspondance et de complémentarité entre les diverses sphères constitutives d'un système socioproductif donné, mais ce sont les institutions qui offrent les opportunités aux acteurs, les savoirs, les informations, les réseaux, et le capital social.

Les institutions montrent donc les nombreuses passerelles entre les secteurs et les sous-secteurs, de même qu'entre les organisations suggérant ainsi que l'IS n'est pas le produit d'un milieu fermé, mais qu'elle est plutôt le résultat d'une dynamique sociale. Les dimensions et les approches théoriques de l'IS constituent la trame essentielle de notre programmation qui se décline en trois axes de recherche qui portent tous l'ambition de favoriser la convergence et l'intégration des approches, afin de construire une théorie de l'IS et des transformations sociales.

## **Les axes de recherche**

### ***L'axe innovations sociales, travail et emploi***

Les chercheurs de l'axe « travail et emploi » identifient et analysent les IS qui redéfinissent les relations entre les acteurs sociaux et offrent des solutions à divers problèmes socio-économiques. À ce jour, les travaux ont montré que les IS comportent des enjeux potentiellement conflictuels pour les divers acteurs sociaux, et que par conséquent, elles nécessitent des arbitrages et des compromis afin de les faire durer. Depuis quelques années, les analyses ont été étendues aux organisations du secteur public, puis aux entreprises d'économie sociale. De plus, les recherches se sont déployées vers de nouvelles catégories d'employés tels que les travailleurs indépendants, les travailleurs du savoir, les travailleurs précaires qualifiés. Dans l'ensemble, les travaux issus de l'axe ont montré la fragilité des IS. Les IS se diffusent difficilement et ce même lorsqu'elles génèrent des améliorations des performances économiques et sociales. L'éclatement du mode de régulation fordiste et le rejet du taylorisme constituent les motifs essentiels du recours à de nouveaux modèles de travail.

Le programme de recherche de l'axe se poursuivra en considérant la rupture du rapport salarial dominé par l'État, la concertation entre les grands acteurs, et la présence d'institutions de capital patient et de fonds d'investissement de travailleurs. Les travaux de l'axe prendront en compte les nouvelles formes structurelles du régime d'accumulation (relations de concurrence, financiarisation des entreprises, et relations internationales des entreprises). Ces formes,

s'opposent à la démocratie salariale, traduisent de nouveaux modèles de gouvernance, et accordent un rôle accru aux acteurs de la sphère financière. La programmation de l'axe visera notamment à analyser l'insertion de la firme dans une filière de production ou un secteur industriel particulier, et à considérer un niveau intermédiaire d'interaction entre l'établissement et l'État. La programmation concernera aussi les évolutions du travail (cas des TIC et de la socio-économie du savoir). Ces évolutions caractérisent les modèles émergents dont les configurations se définissent par la résolution de problèmes complexes, l'intensification, l'engagement et la subjectivité, de nouvelles formes de contrôle, la coopération accrue et les protections sociales. Le questionnement concerne la capacité des acteurs à développer l'autonomie et à partager le pouvoir à travers les formes de participation et le partenariat entre les employeurs et les syndicats, puisque les acteurs ne possèdent pas tous les mêmes ressources et parce que les IS ne réussissent pas à mettre en échec la domination au travail, et certaines caractéristiques précaires du travail.

Enfin, le programme de l'axe portera sur les nouveaux mouvements sociaux. Les logiques d'action, les stratégies et les expériences président à l'émergence des IS ; de plus, les chercheurs partagent un postulat épistémologique commun à l'effet que les structures présentent des contraintes/opportunités pour l'action. Par la diversité des disciplines et des approches théoriques qui caractérise les membres de l'axe, il sera donc possible de développer des analyses associant les phénomènes sectoriels, nationaux et internationaux. Le développement de projets multidisciplinaires conjoints sur des cas choisis, est privilégié, ainsi que l'analyse des filières de production et/ou des territoires. L'analyse des frontières mouvantes de l'entreprise, des réseaux, des coalitions d'acteurs, l'évolution des formes de l'organisation du travail et des conditions d'exercice du travail, les frontières du travail, les rapports de genre, la construction sociale de l'expérience du travail deviennent alors des dimensions clé de la recherche sur les IS reliées au travail. Les travaux sur les systèmes locaux d'innovation nous feront progresser plus rapidement sur cet aspect et nous permettent d'entrevoir une collaboration plus étroite avec la programmation et les chercheurs de l'axe « développement et territoire ».

### ***L'axe innovations sociales, développement et territoire***

Les membres de l'axe « développement et territoire » envisagent un programme de recherche dont la trame essentielle consiste à analyser les dynamiques territoriales innovatrices par l'analyse des systèmes locaux innovateurs ainsi que la connexion de ses systèmes à des réseaux multiples à l'échelle nationale et internationale. Ils observeront notamment comment ce double mouvement de structuration peut être conduit tout en développant des modalités de gouvernance plurielle et solidaire permettant l'amélioration des conditions de vie des collectivités. Trois thèmes de recherche sont développés tenant compte de la programmation.

Un premier thème concerne l'analyse des initiatives territoriales innovantes de lutte à la pauvreté et l'exclusion. Deux équipes de recherche financées par le FQRSC sont impliquées dans ces projets. Ces projets portent sur l'analyse des initiatives de lutte à la pauvreté ancrées localement, ainsi que sur les actions collectives et la mobilisation de ressources qu'elles provoquent. D'autres projets portent sur la part de l'économie sociale dans l'incubation d'innovations applicables au développement des collectivités. À partir de ce même thème sur l'exclusion et la pauvreté, des projets de collaborations internationales s'instituent avec l'Europe (KATARSIS) et avec l'Amérique latine, sans compter les projets individuels. La possibilité d'institutionnalisation des initiatives locales de lutte à la pauvreté s'avère très forte, ce thème de recherche est donc fort important. Un deuxième thème de recherche concerne les politiques, les instances et les moyens de développement à diverses échelles territoriales ainsi que de leurs effets sur la gouvernance territoriale. Il s'agit d'analyser les causes et les effets des politiques publiques inspirées du néo-libéralisme remettant en question les acquis des collectivités locales puisque les nouvelles modalités de développement territorial laissent présager de nouveaux rapports des collectivités au territoire, ainsi que des expérimentations inspirées par l'appartenance et les identités territoriales qui améliorent la qualité de vie. Plus particulièrement, les projets portent sur les innovations territoriales incubées par l'économie sociale, sur la culture locale et son rôle créatif dans le développement, sur la reconversion des structures économiques des collectivités fragiles et sur les instruments de financement des initiatives locales, chacun jouant un rôle dans la création des milieux innovateurs. À cet égard, deux chercheurs participent au programme *Social Dynamics of Economic Performance : Innovation and Creativity in City Regions*, un projet des Grands travaux de recherche concertée dirigé par David Wolfe de l'Université de Toronto. Un troisième thème résulte de la convergence d'intérêts des projets de constitution de base de données pouvant être géo-référencées. Ce thème concerne l'application des méthodes et des techniques d'analyse spatiale, incluant la cartographie, à l'analyse des IS à plusieurs échelles en intercalant diverses couches d'information. Les notions de « capital socioterritorial » et « d'innovation socioterritoriale » que certains chercheurs mettent de l'avant pourraient y gagner. Les chercheurs de l'axe développement et territoire anticipent de nouveaux développements méthodologiques et conceptuels qui pourront accroître la puissance analytique et explicative profitable à l'ensemble des membres du CRISES.

### ***L'axe innovations sociales et conditions de vie***

Les membres de l'axe « conditions de vie » s'intéressent particulièrement aux formes innovantes d'action collective qui permettent : 1) le développement de nouveaux services aux personnes aux chapitres de la santé, du logement, de l'alimentation, du revenu ou de l'habitat, 2) le renouvellement des formes de propriété collective (publique, coopérative ou associative) et 3) l'émergence des formes nouvelles de citoyenneté et de gouvernance. À travers les

multiples disciplines et approches théoriques réunies dans l'axe, se dégage une réflexion sur la manière dont les acteurs sont construits et se construisent dans des conditions asymétriques de pouvoir et d'accès aux ressources qui offrent des moments et des possibilités de liberté et de transformation sociale. Pour les chercheurs de l'axe, les IS se manifestent sous quatre aspects : (1) les socialités primaires et secondaires ; (2) les formes individuelles et collectives de consommation ; (3) le rapport au travail sous toutes ses formes (salarisées, non salariées) ; (4) le rapport au lieu en tant qu'espace d'attache et d'appartenance. Sous chacun de ces aspects, les chercheurs analyseront les IS à trois niveaux : les formes de régulation sociale ; les politiques et pratiques sociales ; les mouvements sociaux. Les chercheurs de l'axe analyseront la régulation sociale de l'ère libérale à l'ère néolibérale, dégageant les grandes tendances des formations sociales à la fois dans leurs temporalités multiples (durée, rythmes, périodicité) et leurs spatialités différentielles (espaces, lieux, échelles). L'étude des IS au niveau des formes de régulation poussera les chercheurs de l'axe à approfondir des problématiques telles que les formes de propriété collective face au marché et à l'État ; la transformation des conceptions de la richesse et de la pauvreté ; la question de l'insécurité et la gestion du risque dans leurs rapports à l'évolution des formes de citoyenneté ; le rapport entre savoir, politique (*politics*) et politiques (*policy*) ; la question du *care* et le développement des capacités. Dans un deuxième temps, les chercheurs de l'axe se pencheront sur les politiques et pratiques sociales dans leurs multiples dimensions : l'habitat et l'habiter (le logement en milieu urbain, mais aussi par exemple les usages de la forêt, l'idée de la forêt habitée) ; l'alimentation et les économies régionales (les jardins collectifs et les systèmes d'échange de proximité en milieu urbain ; la transformation des économies régionales et des filières d'approvisionnement dans le contexte de la globalisation) ; le revenu (l'émergence historique des formes contemporaines de crédit et d'assurance), ainsi que les politiques et les pratiques visant la pauvreté, les services aux personnes (la coproduction des services publics et la participation des usagers aux services de santé et aux services sociaux ; la promotion de la santé chez les jeunes et les Autochtones ; l'analyse comparée des régimes de santé des différentes provinces canadiennes).

Dans un troisième temps, les chercheurs de l'axe s'intéresseront aux mouvements sociaux. Leurs travaux porteront notamment sur l'influence des mouvements transnationaux sur des groupes locaux, notamment dans le cas de la mouvance altermondialiste et du milieu communautaire autonome québécois ; sur l'histoire des mouvements sociaux et des conditions de vie des milieux populaires à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle ; sur le rôle des mouvements sociaux dans le développement des communautés en Outaouais, en Estrie, au Saguenay, ainsi que dans les grandes agglomérations urbaines du Québec.

## **Des activités transversales**

Enfin, c'est par des activités transversales que nous comptons assurer une certaine fluidité des courants de recherche en intégrant les connaissances produites dans les trois axes. Bien que les membres du CRISES partagent une compréhension épistémologique commune des IS, il importe de créer un lieu de discussion sur les contenus des travaux des trois axes, afin de permettre de nouvelles réflexions donnant une valeur ajoutée aux divers projets réalisés dans les axes. De plus, les axes ont atteint un stade de développement qui nous autorise à traiter l'IS dans des projets porteurs d'une conception originale conduisant vers des orientations de recherche sur les transformations sociales. Nous entendons donc regrouper les chercheurs de différents axes pour favoriser une réflexion critique sur nos propres travaux, qui nous conduira à concevoir et à élaborer des projets intégrateurs de l'IS. Signalons qu'un premier pas a déjà été fait dans ce sens avec le développement de projets portant sur la conception de bases de données dans l'économie sociale.

---

## **ÉQUILIBRE DES EXPERTISES DES MEMBRES**

---

Les chercheurs du CRISES sont rattachés à 8 institutions universitaires (notamment dans chacune des plus grandes régions du Québec), et ils sont issus de 11 des 35 disciplines comprises dans le champ des sciences sociales et humaines. La déconcentration géographique et la multidisciplinarité sont des caractéristiques fondamentales du CRISES qui autorisent et garantissent l'étude de l'innovation sociale (IS) sur plusieurs territoires, dans de nombreux espaces sociaux, sous divers angles, et en fonction d'une multitude de définitions qui sont attribuées au phénomène. Ainsi, au sein du CRISES, chaque chercheur peut contribuer à sa manière à l'étude du concept, à sa typologie et à son opérationnalisation comme en témoignent les lignes qui suivent : en histoire, les chercheurs travaillent sur la naissance des IS, telles que les mutualités, les coopératives et les associations ; les géographes travaillent sur les milieux innovateurs, les regroupements de personnes et d'associations, l'importance de la proximité et la dynamique particulière d'un milieu donné ; les sociologues s'attardent davantage sur les règles, les normes, les valeurs et le contexte institutionnel qui concourent à la mise en place des conditions favorables à l'IS ; les politologues analysent les conditions sociopolitiques de l'IS, l'émergence de nouvelles règles de gouvernance démocratique, ainsi que les liens entre la société civile et les concepteurs des politiques publiques ; les anthropologues étudient des initiatives originales qui sont élaborées à l'échelle locale au Québec et dans les pays de l'hémisphère sud ; les travailleurs sociaux analysent les contributions des acteurs de la société civile à l'élaboration de partenariat dans des projets de santé, de bien-être et d'éducation ; les chercheurs en relations industrielles portent un regard critique sur la transformation des règles du travail, des relations et de l'organisation du travail ; pour les économistes, ce sont les

projets sur l'économie sociale, mais également ceux concernant les nouveaux rapports à l'entreprise (financiarisation et conséquences sur la transformation des secteurs d'activités économiques) ; enfin les disciplines du management et des sciences comptables permettent l'analyse des structures et des modes de fonctionnement des organisations et des associations dans lesquelles les IS prennent vie. La combinaison de toutes ces activités nous permet d'affirmer que l'objectif d'étudier l'IS en tant que concept théorique fondamental est bien servi par le CRISES puisque les différents concepts, perspectives et méthodologies que soutient cette multitude de disciplines et d'objets nous permettent de réduire les biais disciplinaires.

La diversité disciplinaire est un facteur important de créativité qui constitue à la fois un défi de taille, puisqu'elle exige que des échanges fructueux entre les chercheurs puissent avoir lieu en dépit des différences qui les caractérisent (conceptuelles, méthodologiques). Au CRISES, nous relevons ce défi grâce au mode d'organisation. Son organisation en axes permet de regrouper les chercheurs en fonction des diverses formes et lieux de l'IS : territoire, entreprise et travail, et conditions de vie. L'organisation en axes assure ainsi le développement et l'évolution d'un programme de recherche et de projets visant à le réaliser, tout en rendant possible le développement d'initiatives transversales afin d'appréhender l'IS de manière globale.

---

## **ACTIVITÉS DE CONCERTATION ET INTÉGRATION DES CONNAISSANCES**

---

Dès sa création en 2001, le regroupement stratégique CRISES s'est doté d'un mode de fonctionnement qui favorise les rencontres entre les chercheurs afin de créer des occasions 1) d'échanger sur les projets de recherche en cours et les résultats de recherche, 2) de faire émerger de nouvelles problématiques de recherche, et 3) d'inciter la formation d'équipes inédites qui présenteront des projets originaux aux différents organismes subventionnaires. Ce mode de fonctionnement ayant fait ses preuves, il est reconduit dans la présente demande. Les membres du CRISES sont d'abord des chercheurs, et, à ce titre, ils ont avant tout besoin de temps pour réaliser leurs projets. C'est donc en tenant compte de cet impératif, de la dispersion géographique des membres du CRISES, et de leurs obligations en ce qui concerne l'enseignement, que sont planifiées les rencontres. Ainsi, trois rencontres de l'ensemble des membres du regroupement sont prévues à chaque année : la première a lieu à mi-chemin au cours de l'automne, la deuxième à l'hiver, et la troisième rencontre a lieu à la fin du mois de juin. Les rencontres durent généralement une demi-journée : elles visent à faire le tour des projets en cours, à faire état des subventions obtenues et à discuter des programmes spéciaux pour lesquels les membres peuvent présenter des projets. La rencontre du mois de juin, qui elle dure 2 jours, constitue l'occasion de faire le point sur l'année qui vient de se terminer et de réaliser la planification des activités de l'année à venir (conférences, colloques, séminaires,

projets, publications, etc.). Chacune de ces rencontres est immédiatement précédée – ou suivie selon le cas –, d'une rencontre des membres réunis en axes de recherche. Ces rencontres qui durent aussi une demi-journée servent également à faire le bilan des activités, mais elles visent surtout à discuter des projets futurs puisque c'est principalement au sein des axes que sont lancées les nouvelles initiatives. Ces rencontres contribuent ainsi à la concertation des membres puisqu'elles sont des moments privilégiés consacrés à la discussion des questions émergentes, à des échanges sur les orientations et les perspectives, et sur les priorités. Aussi, les membres sont-ils également invités à y présenter des résultats de recherche ou encore à discuter d'une approche théorique particulière à partir de textes colligés au préalable. D'autres rencontres dans l'année peuvent être convoquées par les responsables d'axe au gré des besoins exprimés par les membres, notamment lors de la préparation d'un projet de recherche particulier ou de l'organisation d'un colloque. Bref, il y a plusieurs activités de concertation qui sont organisées sur une base annuelle pour les membres de chacun des axes qui, au CRISES, sont les lieux privilégiés d'orientation et de développement de la recherche. Comme nous l'avons signalé plus haut, le CRISES organise annuellement une rencontre d'une durée de deux jours qui tient lieu d'opération « bilan et planification ». Cette rencontre constitue de plus un moment de concertation entre les chercheurs des 3 axes. En effet, les membres du CRISES ont à cette occasion, la possibilité d'échanger à partir de la présentation d'une recherche conduite par un membre ou encore à partir de présentations de thématiques transversales, i.e. des thématiques qui touchent plusieurs aspects, domaines ou lieux de l'innovation sociale (IS). C'est aussi un moment privilégié d'échanges qui permet notamment de former des équipes de recherche aptes à conduire des projets dont les objets ou enjeux dépassent les problématiques spécifiques d'un axe. Enfin, c'est une occasion qui permet de réunir des chercheurs susceptibles de produire des publications, de présenter des conférences qui présentent l'IS d'une manière globale dans des publications conjointes, ou encore de réaliser des bilans de connaissances sur l'IS à partir des travaux produits au CRISES. Signalons que les Cahiers de recherche du CRISES permettent une première diffusion des résultats de recherche au sein même du regroupement et qu'ils constituent souvent une première étape de concertation entre des chercheurs appartenant à des axes différents. Au cours des prochaines années, nous nous proposons d'insister davantage sur les rencontres transversales : concrètement nous entendons créer un espace permanent des rencontres entre des membres de différents axes, afin de produire des connaissances transversales et convergentes sur différents aspects de l'IS. Les séminaires du CRISES comptent également parmi les activités de concertation qui favorisent l'intégration des connaissances. Ces séminaires prennent deux formes : des séminaires qui sont l'objet d'une présentation par des membres du CRISES, et des séminaires présentés par des chercheurs invités (des chercheurs d'autres centres au Québec, du Canada ou de différents pays de l'Europe et de l'Amérique Latine). Quelle que soit la formule retenue, les séminaires sont toujours suivis d'une période de discussion. Tous les membres du CRISES sont invités à participer aux séminaires

nationaux puisqu'ils sont une occasion d'échanges entre des chercheurs venant d'horizons différents, mais complémentaires. Les séminaires présentés par des chercheurs invités sont généralement ouverts à l'ensemble des membres, mais ils peuvent à l'occasion être réservés exclusivement aux membres d'un axe selon le sujet, ou selon le type de présentation. Les échanges avec les chercheurs invités visent plus particulièrement à mettre en relation des conceptions diversifiées de l'IS. Nous considérons en effet, que c'est en comparant nos résultats de recherche avec ceux de projets menés ailleurs qu'il nous est possible de bien saisir l'ampleur et l'importance de ce que nous accomplissons.

Il revient au comité exécutif du CRISES de s'assurer de la pertinence des activités de concertation ; il lui revient de plus de veiller attentivement à la coordination de ces activités pour assurer qu'elles atteignent les objectifs qu'elles sont censées remplir, à savoir permettre l'intégration des connaissances produites sous divers angles et domaines, et à partir de cadres théoriques variés et de méthodologies diversifiées. Dans l'ensemble, les activités de concertation visent toutes le développement de connaissances scientifiques sur l'IS en tant que concept fondamental et qu'ensemble de pratiques concrètes. Les activités insufflent un dynamisme aux activités du CRISES qui bénéficie au développement des projets de chacun des membres ; inversement elles sont aussi l'occasion pour les membres de contribuer à la problématique du CRISES, dans un mode de fonctionnement somme toute assez souple et dans un esprit de collégialité.

---

## **FORMATION À LA RECHERCHE**

---

Le rapport du bilan des réalisations des trois dernières années révèle un nombre de 63 étudiants gradués et de 304 étudiants encadrés par les chercheurs membres réguliers du CRISES. Toutefois, ces données ne permettent pas de saisir à sa juste valeur la qualité de l'encadrement, jugée exceptionnelle lors de l'évaluation de mi-parcours. Les étudiants y trouvent beaucoup de retombées positives, notamment un milieu stimulant et de qualité, qui leur permettent d'évoluer sur le plan académique, et une multidisciplinarité qui contribue certainement à donner une valeur ajoutée à leur formation. Qui plus est, le CRISES constitue une excellente opportunité de réseautage pour les étudiants qui ont généralement de la facilité à se dénicher un emploi au terme de leurs études. Notre objectif pour les 6 prochaines années consiste à poursuivre dans cette voie, mais en la formalisant et en y ajoutant de nouvelles modalités. Nous prévoyons maintenir la capacité d'accueil, soit un ratio d'environ 6 étudiants par membre régulier. Notre but n'est pas le développement exponentiel de la capacité d'accueil, mais l'atteinte du seuil à partir duquel il est possible d'assurer l'intégration des étudiants à la vie scientifique du CRISES. La valeur ajoutée que permet l'intégration à un centre de recherche par rapport à la réalisation d'un mémoire ou d'une thèse en solo, avec le

seul soutien de son directeur ou de sa directrice, réside précisément dans l'interaction avec d'autres étudiants et d'autres professeurs, opérationnalisée à plusieurs niveaux et par le biais d'un ensemble de moyens complémentaires, ce qui permet de démultiplier le contact avec une diversité de problématiques et d'approches méthodologiques, qui viendront alimenter la démarche de l'étudiant.

Le plan intégré de formation que nous proposons vise à ce que chacune des composantes de la structure du CRISES (direction de thèse ou de mémoire, pôles, axes, regroupement des chercheurs, regroupement des étudiants) contribue, dans la mesure du possible, à la réalisation de chacun des éléments de la démarche : participation aux travaux de recherche, soutien à la publication, autres activités de formation.

### **Participation aux travaux de recherche**

La participation étudiante se réalise souvent par l'intégration au sein d'un projet de recherche, qui permet l'interaction non seulement avec le directeur ou la directrice de mémoire ou de thèse, mais aussi avec d'autres étudiants et parfois avec d'autres chercheurs. Les étudiants sont associés aux différentes étapes d'un projet de recherche : formulation/appropriation d'un cadre théorique et formulation d'hypothèses, revue de la documentation pertinente, confection des outils de collecte de données, collecte et codification de données, analyse et diffusion. Ils sont également co-signataires de rapports de recherche et d'articles.

### **Soutien à la publication**

Les étudiants sont fortement encouragés à diffuser leurs résultats de mémoire ou de thèse. Le colloque étudiant qui se tient annuellement est une importante occasion de diffusion de leurs résultats de recherche, même si ceux-ci sont encore à un stade préliminaire et susceptibles de bénéficier des commentaires des professeurs et des autres étudiants. Bon an mal an, le colloque réunit une trentaine de présentations arbitrées, qui donnent lieu à la publication d'actes (parfois en format papier, parfois en format électronique), et donc contribue à construire le curriculum vitae des étudiants.

Les chercheurs du CRISES organisent régulièrement des colloques, et les étudiants sont invités, tout comme les professeurs, à soumettre une proposition de communication. Ces colloques donnent régulièrement lieu à la publication d'ouvrages collectifs ou de numéros spéciaux de revues. Les Cahiers du CRISES, et notamment la collection « Thèses et Mémoires », fournissent aussi aux étudiants une plate-forme de diffusion de leurs travaux. La collection « Thèses et Mémoires » compte d'ailleurs 62 titres.

## **Activités de formation**

Au niveau de chacun des pôles régionaux, les étudiants sont invités à participer aux séminaires thématiques, organisés par les professeurs du pôle, parfois avec la participation de conférenciers étrangers. Ils sont également parfois invités à présenter leurs travaux dans le cadre de ces séminaires.

Les étudiants sont aussi conviés à participer aux séminaires nationaux et à d'autres activités initiées par le Regroupement, comme les colloques internationaux organisés en 2004 et en 2007.

Le CRISES caresse finalement le projet de démarrer, à compter de l'été 2008, une nouvelle activité de type « Université d'été » qui serait l'occasion pour les étudiants de prendre contact, de manière intensive, avec les approches théoriques et méthodologiques, de même qu'avec les résultats de recherches conduites dans le cadre du CRISES.

## **Réseau étudiant au sein du CRISES**

Réuni par le colloque étudiant comme événement central, alimenté au quotidien par une liste de discussions, le réseau étudiant peut mettre sur pied d'autres activités pour répondre aux besoins de ses membres. Deux représentants siègent d'ailleurs à l'assemblée générale, et sont chargés de faire connaître les besoins, intérêts et propositions des étudiants.

## **Soutiens offerts**

Les soutiens offerts aux étudiants sont de deux types : financier et logistique. Sur le plan financier, des budgets sont prévus dans les pôles et au niveau central du Regroupement pour soutenir la participation étudiante à ses différentes activités, notamment le colloque étudiant, les colloques internationaux et l'Université d'été. Les pôles disposent également d'un fonds de dépannage pour les étudiants en fin de thèse ou de mémoire et le Regroupement offre des bourses à des stagiaires postdoctoraux. Sur le plan logistique, le Regroupement assume l'infrastructure logistique de la liste de discussions ainsi que la publication de thèses ou de mémoires sous la forme de Cahier du CRISES et met à la disponibilité des étudiants des bureaux équipés et un centre de documentation.

---

## **ORGANISATION ET GESTION**

---

Les modes d'organisation et de gestion du CRISES sont assez simples. Le regroupement est dirigé par un directeur élu par les membres pour une période de trois ans. Les axes sont coordonnés par des responsables, assistés par des coresponsables ; le responsable et le coresponsable de chaque axe sont nommés par les membres de l'axe pour des mandats de 2 ans. Enfin, les 3 principaux pôles universitaires sont représentés par des directeurs adjoints, nommés par les membres des pôles pour des mandats qui durent aussi 2 ans. Toutes les nominations sont entérinées par l'assemblée générale des membres qui se réunit trois fois par année.

Le directeur, les 3 responsables d'axes, et les 3 directeurs adjoints forment le Comité exécutif du CRISES, lequel se réunit 6 fois par année. Le Comité exécutif fait aussi office de comité scientifique : c'est à lui qu'incombe la responsabilité de définir les orientations, priorités et activités, qu'il soumet ensuite à l'assemblée générale des membres pour adoption. Au besoin, le Comité exécutif forme des comités spéciaux pour examiner des questions particulières.

Mis à part les responsabilités identifiées précédemment, l'assemblée générale examine et approuve les candidatures de nouveaux membres. Signalons que pour devenir membre, un candidat doit voir sa candidature recommandée par son pôle d'attache, ainsi que par l'axe de recherche dans lequel il sera intégré.

Une fois par année, le Comité exécutif réunit le Conseil de direction, lequel est formé des représentants des universités, des partenaires membres du milieu socio-économique, et des membres du Comité exécutif. On y présente un projet de recherche réalisé au cours de l'année ainsi que les orientations de l'année à venir ; enfin, le budget de l'année y est déposé et adopté. Au quotidien, les activités du CRISES sont coordonnées par une professionnelle de recherche, elle est assistée d'une technicienne en administration et d'une secrétaire de direction.

---

## **RESSOURCES COMMUNES**

---

Au CRISES, la mise en commun des ressources signifie que les membres bénéficient d'un ensemble de services centraux. En effet, la stratégie budgétaire adoptée dès l'origine du regroupement a permis de développer au sein de la coordination centrale un ensemble de services spécialisés de qualité, destinés à soutenir les chercheurs dans leurs activités.

Au sein du CRISES, on retrouve d'abord des services de coordination. Qu'il s'agisse de séminaires, de rencontres ou de conférences, la responsabilité de les organiser incombe à une équipe de coordination formée de personnels permanents, assistés d'étudiants au besoin. C'est aussi à cette équipe que revient la tâche de la publication et de la mise en ligne des Cahiers de recherche du CRISES. Sur le plan du contenu, le CRISES a de plus développé depuis quelques années des activités de veille stratégique sur l'« innovation sociale ». Ainsi, en fonction de leurs profils et intérêts, les chercheurs reçoivent périodiquement les tables de matières de revues, et d'autres publications à la fine pointe des connaissances, susceptibles d'alimenter leurs réflexions. Dans l'ensemble, les membres bénéficient de services qui leur évitent d'avoir à s'investir dans les aspects techniques et logistiques de la recherche. L'équipe de coordination voit également à la préparation des dossiers des chercheurs pour les présentations de demandes de subventions.

Les ressources communes les plus structurantes sont les « fonds dédiés ». Il s'agit de sommes rendues disponibles aux membres qui en font la demande. Les fonds peuvent servir à soutenir l'édition, la traduction, la préparation d'un dossier de recherche, le développement d'un nouveau projet, la participation à un important colloque, ou encore permettre de faire venir des chercheurs invités ou offrir une bourse de dépannage aux étudiants. Les fonds dédiés se conçoivent comme des fonds complémentaires aux subventions de recherche des membres.

Enfin, le CRISES met à la disposition de ses membres des locaux pour la tenue de rencontres.

---

## **LES TROIS VOCATIONS DU CRISES**

---

### **Rapprochement recherche-société**

L'évaluation effectuée lors de l'étape mi-parcours souligne l'excellence de notre démarche afin d'établir des liens solides avec les acteurs de différents milieux. Nous avons réussi à bien intégrer à notre mode de fonctionnement les activités de transfert et de valorisation des résultats de recherche. Plusieurs projets confirment notre association avec les acteurs des milieux sociaux et économiques. Nous présentons les projets dans lesquels nous sommes très actifs depuis plusieurs années et qui vont se poursuivre au cours de la prochaine période. Nous présentons également les associations développées récemment et que nous allons consolider au cours des prochaines six années.

Notre association dans un projet de valorisation de l'innovation sociale (IS) sous la gouverne du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) et de l'Université du Québec (UQ) nous a permis de participer à la mise en place d'un Réseau

québécois en innovation sociale (RQIS) ; nous participons également au Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS). L'IS est un thème central dans le programme d'au moins trois ARUC dont deux émanent du CRISES. Nous sommes fortement impliqués dans des projets d'accompagnement et de transfert de connaissances sur l'IS, valorisant ainsi la recherche sociale et son rôle auprès des acteurs de la société civile et de l'État.

Les membres du CRISES partagent la modélisation théorique des pratiques de transfert des connaissances favorisant la transmission, l'échange et la production de nouvelles connaissances. La mise en place de ce modèle contribue à réduire l'écart entre le monde de la recherche et celui de la pratique notamment par la conception de partenariats et d'alliances de recherche entre les chercheurs universitaires et les décideurs et les acteurs de l'IS. Les connaissances ainsi produites sont le résultat soit d'une co-construction entre les différents intervenants, soit d'un transfert de connaissances, soit du mouvement d'information du lieu de production vers le lieu d'utilisation et d'application. L'apprentissage réalisé lors d'une activité précise entraîne une amélioration dans l'accomplissement d'une activité différente. C'est de cette manière que nous envisageons les principales activités du rapprochement de la recherche avec la société. Voyons d'abord notre contribution à la mise en place de deux ARUC.

La première ARUC a été obtenue auprès du CRSH en janvier 2000. Le programme d'activités et le partenariat pour répondre aux nouveaux besoins et aux nouveaux enjeux ont été entièrement renouvelés en 2005. L'Alliance repose sur un consortium de quatre universités et un partenariat universités-communautés impliquant onze organisations de l'économie sociale (ÉS). Ce partenariat permet une mobilisation annuelle de 53 chercheurs dont 22 proviennent du CRISES, le directeur de l'ARUC-és étant Jean-Marc Fontan. L'Alliance réalise un programme d'activités de recherche-action, de formation, de diffusion et de transfert des connaissances produites à l'intention de milieux académiques, des différents secteurs de l'ÉS et des instances gouvernementales chargées de la production de politiques publiques. Ils permettent de concevoir des outils propices à la consolidation et au développement de l'économie sociale. Enfin, l'ARUC constitue un lieu de création de savoirs et d'expertises à partir desquels se définissent ou se modifient des politiques publiques. Les résultats visés sont d'ordre théorique par le développement de nouvelles connaissances et pratiques par la création d'outils et de méthodes appliquées. Ce réseau répond à des besoins généraux et spécifiques de recherche et élabore des outils pour appuyer le développement des organisations et des entreprises de l'ÉS. Des articles vulgarisés sont publiés au sein des différentes revues et bulletins des partenaires et des présentations sont effectuées lors des assemblées annuelles. Quatre types de retombées peuvent être dégagés de cette ARUC. D'abord, elle contribue à l'élaboration d'un consensus politique large, tant au Québec qu'au Canada, sur la définition et la pertinence du secteur de l'ÉS comme outil de développement de la société. Ensuite, elle

renforce la capacité relationnelle du réseau des organisations et des entreprises de l'ÉS, lequel en est arrivé à former un véritable « système régional d'innovation ». Ce système comporte des organisations – telles le Chantier de l'économie sociale, le Comité sectoriel de la main-d'oeuvre en économie sociale et action communautaire et le Réseau d'investissement social du Québec – qui offrent des services de divers types aux organisations et aux entreprises de l'ÉS. Un travail de médiation a favorisé l'établissement d'un langage commun, l'adoption de règles de collaboration et la définition de conventions entre les praticiens. Enfin, les travaux contribuent à la définition de politiques publiques. Pas moins de neuf politiques publiques québécoises comptaient sur le financement de programmes dédiés à l'ÉS pour des projets sectoriels ou territoriaux.

La seconde ARUC et dans un autre domaine d'activités du CRISES a vu le jour en 2005, l'Alliance de recherche universités-communautés Innovations, formation et protections sociales dans le travail et l'emploi. Elle porte sur les innovations dans la production des biens et services, la gestion des savoirs et les protections sociales. Cette ARUC regroupe des chercheurs universitaires spécialisés dans la question des innovations du travail, huit chercheurs sont aussi membres réguliers du CRISES dont le directeur de cette ARUC, Paul-André Lapointe. La problématique de recherche proposée a été fortement inspirée par les travaux qu'ont conduits plusieurs chercheurs du CRISES depuis ses débuts. Cette ARUC regroupe les centrales syndicales, les grands syndicats indépendants, les syndicats du secteur public, les associations patronales et des associations intermédiaires. Elle propose les objectifs de recherche suivants : identifier, décrire et analyser les innovations en termes de performances économiques et sociales ; les conditions favorables ou nuisibles à la réussite et à la pérennité des innovations ; les stratégies des acteurs sociaux en regard des innovations ; à contribuer, en partenariat avec les acteurs, à la résolution des problèmes associés à la conduite des innovations et analyser les relations qui s'établissent entre les innovations dans la production, la gestion des savoirs, les protections sociales et les stratégies des acteurs sociaux afin d'identifier des leviers d'action favorisant la réussite des innovations et l'amélioration des performances économiques et sociales. Décliné selon quatre axes de travail et de recherche, le programme se propose de produire de nouvelles connaissances, de nouveaux outils et de nouvelles méthodes ainsi que d'élaborer de nouvelles stratégies d'intervention pour répondre aux besoins d'une époque en transformations rapides, grâce à une fertilisation croisée du savoir pratique des communautés et des savoirs théoriques des spécialistes en sciences sociales. La recherche produit des résultats, non seulement pour l'avancement des connaissances scientifiques, mais aussi pour les bénéfices de la communauté.

Le CRISES a agi à titre de conseiller scientifique auprès du RQIS qui a publié une étude importante sur l'IS à l'automne 2007. Le RQIS se propose de bien comprendre le contexte québécois duquel émergent les IS et d'en saisir la portée d'un point de vue théorique et

opérationnel tout en se proposant de cibler les défis et les enjeux en matière d'IS au Québec afin de mieux comprendre l'accompagnement nécessaire pour en faciliter les processus. Enfin le RQIS se donne comme objectif de devenir un lieu de mobilisation des acteurs intéressés par l'IS au Québec. Afin de bien rencontrer ces objectifs, le CRISES a été associé à ces activités dès le début du projet. La deuxième phase qui consiste à donner vie au réseau a débuté à l'automne 2007. Le CRISES est un partenaire facilitant l'identification des modes de soutien à l'IS au Québec ; notre expertise est sollicitée afin d'analyser les processus d'IS et de présenter les principaux défis et enjeux en matière d'IS au Québec. En tenant compte des travaux conduits dans le cadre des ARUC précédemment présentées, le CRISES devient un acteur important en ce sens qu'il contribue à proposer des solutions en termes d'actions à prioriser, à court et moyen termes, ainsi que des outils d'accompagnement à expérimenter. Le Réseau a pour but de lier différents acteurs intéressés par l'IS afin de les inciter à innover, à prendre des initiatives et à bénéficier des expériences diverses. La création d'une innovation devrait donner lieu à un processus de diffusion élargie et c'est la plus grande difficulté rencontrée par les innovateurs. Le RQIS, dont le cœur du réseau est formé de l'Université du Québec et du MDEIE, devient alors un lieu et un moyen de faciliter la diffusion de l'IS, de soutenir et de transférer des connaissances en IS. Nous sommes particulièrement fiers de notre participation à la création de ce réseau et ce, dès le tout début.

D'autres liens avec des acteurs du milieu socio-économique se sont également développés au cours des derniers mois. Le CRISES s'est surtout fait connaître pour les liens avec les acteurs du tiers secteur. Depuis, des liens plus étroits ont été tissés avec des représentants d'organisations publiques afin de mieux comprendre l'IS et de la diffuser. Le CRISES est ainsi représenté au sein du Comité consultatif Science, Technologie et Innovation à l'Institut de la Statistique du Québec. Nous sommes également membre d'un comité consultatif sur la réussite scolaire auprès d'un centre de transfert, le Centre de Transfert pour la Réussite Éducative au Québec (CTREQ). Ce centre est au croisement de plusieurs pratiques éducatives innovatrices et autres pratiques sociales novatrices qui méritent une plus grande diffusion. Le CTREQ appuie sa démarche sur le transfert de résultats de recherche. De plus, nous sommes également présents au Comité des priorités pour la reconnaissance de nouveaux centres collégiaux de transfert de technologie dans le domaine des pratiques sociales novatrices (le CCTT-PSN). Plusieurs domaines identifiés par les ministères pouvant être l'objet d'une reconnaissance ont été le sujet de travaux de recherche conduits par des membres du CRISES au cours des dernières années, parmi ceux-ci : le développement durable, les innovations organisationnelles, le développement de la main-d'œuvre, l'aménagement du territoire ou encore la santé et les habitudes de vie. Le rapprochement avec les acteurs s'effectue également par notre participation au Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC). Ses membres se réunissent autour de préoccupations communes à l'égard de la démocratie, la participation, l'équité, la solidarité, la

promotion des personnes et la préservation des ressources collectives, préoccupations que mettent en perspective nos travaux de recherche. Le CIRIEC-Canada regroupe des universitaires (professeurs, chercheurs et étudiants) ainsi que des personnes, des associations et des organisations publiques, coopératives et sociales. Il est un carrefour d'échange et de concertation sur les voies d'une économie plus solidaire, soucieuse de démocratie et d'efficacité. C'est un lieu de transfert des connaissances et une source importante d'arrimage entre la recherche et les utilisateurs.

Dans le but de se rapprocher encore davantage des décideurs et des acteurs de l'IS, le CRISES a développé un service de veille informationnelle et de diffusion sur le thème des innovations et des transformations sociales en lien avec les trois axes de recherche du CRISES et de ses activités transversales. Ce service comprend un Bulletin de veille bimensuel, un Service de référence et d'information et un Répertoire en ligne de signets en IS. La veille, outil efficace pour susciter, promouvoir et partager l'information, est une activité de recherche régulière, d'analyse et de sélection pertinente des informations susceptibles d'apporter des avantages. En ce sens, le CRISES a décidé d'offrir un espace de rencontre qui saura informer les chercheurs et les acteurs de l'IS par ce Bulletin de veille. Il faut reconnaître que les liens développés depuis longtemps avec des acteurs de la société civile, du secteur privé et du secteur public nous facilitent les entrées auprès de partenaires dans le cadre de la réalisation et de la mise en œuvre d'un projet de recherche. Cette collaboration construite patiemment n'est certainement pas étrangère à l'obtention récente de deux subventions dans le cadre du programme des Actions concertées du FQRSC portant sur l'exclusion sociale et la pauvreté.

En conclusion la vocation Recherche et société a toujours été au cœur du développement de la recherche au CRISES. Il nous est difficile d'envisager la poursuite de notre programme de recherche sans impliquer les acteurs de la société civile et de plus en plus maintenant les décideurs publics. Nos rapports avec les acteurs de l'IS reposent d'abord sur le travail de recherche qui nous a entraînés vers le développement de connaissances scientifiques de haut niveau sur l'IS, ensuite par notre capacité à déployer des moyens de transfert des connaissances. Notre volonté d'élargir la conception de l'IS à d'autres sphères d'activités sociales et économiques se concrétise par l'appel à notre savoir-faire auprès d'utilisateurs provenant de différents milieux. Nos séminaires ouverts à tous, nos colloques, nos cahiers de recherche, notre site Web, notre participation à des activités de diffusion dans différents milieux n'y sont pas étrangers. Le CRISES est devenu au fil des ans un centre de recherche reconnu pour ses travaux sur l'IS. Notre expertise est même sollicitée à l'étranger notamment en France et en Amérique Latine.

## Internationalisation

Le CRISES est solidement engagé dans des recherches impliquant des collaborations internationales. Plusieurs colloques, participations à des conférences, publications conjointes, projets de comparaison et ententes formelles avec des organismes de recherche à cette échelle témoignent de la volonté du CRISES de partager une expertise construite à travers l'analyse que ses chercheurs ont réalisée des IS au Québec. L'analyse et la critique des différentes composantes de l'IS développée au Québec ont amené les chercheurs du CRISES à élaborer un cadre analytique sur les IS où l'élément fondamental est celui de la participation des acteurs sociaux à l'élaboration des solutions des problèmes organisationnels à diverses échelles (organisation, région, nation) et la diffusion de ces solutions à travers les divers niveaux de la structure institutionnelle (actions collectives, gouvernance, politiques publiques) (Klein et Harrisson, 2007). Les questions liées à l'économie sociale et le milieu communautaire, au développement local, au partenariat, aux nouvelles formes d'organisation du travail, ainsi qu'à la transformation des acteurs sociaux en acteurs économiques et politiques, telles qu'abordées par les chercheurs du CRISES, attirent l'intérêt d'institutions étrangères qui y voient d'éventuelles contributions à l'analyse des problèmes sociaux.

Bien que les chercheurs du CRISES aient développé une gamme assez vaste de collaborations internationales, les projets les plus structurants concernent l'Amérique Latine et l'Europe. En ce qui concerne l'Amérique Latine, il faut souligner une collaboration qui a débuté avec l'Université de Cordoba en Argentine et qui, à travers plusieurs étapes, auxquelles ont participé de façon progressive plusieurs chercheurs du CRISES, ainsi que certains de ses partenaires, s'est étendue à plusieurs pays, prenant la forme d'un vaste programme de recherche et de collaborations.

Ce programme vise à construire, conjointement avec des institutions latino-américaines, un cadre analytique basé sur l'expérience de recherche du CRISES au sujet de la pluralité d'acteurs et de la participation des acteurs de l'économie sociale à la production des politiques publiques. À cet effet, après avoir reçu plusieurs subventions (CRSH, CRDI), une équipe de recherche du CRISES, en collaboration avec des équipes de l'Argentine, de la Colombie et du Mexique, a déposé une demande dans le cadre du programme ARUC internationale (CRSH en collaboration avec le CRDI). Le titre du projet est « *Continental Network for the Co-Construction of Knowledge : A Multi-Stakeholder Approach to Comparative Social Innovation and Public Policy Formation* ». Sous la direction de Marguerite Gluckstal (Mendell), l'équipe est formée, entre autres par Martine D'Amours, Marie J. Bouchard, Pierre Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann, et, dans des étapes précédant sa présentation, a mobilisé plusieurs autres membres du CRISES, dont Denis Harrisson et Juan-Luis Klein. Avec des perspectives continentales, ce programme, dont la lettre d'intention a fait l'objet d'une

évaluation positive, est un axe structurant de nos travaux concernant l'Amérique Latine. À partir de lui, le cadre conceptuel et l'expertise du CRISES pourront être disséminés et des travaux plus ciblés réalisés par d'autres chercheurs au sujet du Brésil (Pozzebon), du Chili (Klein) et du Mexique (Raufflet, Boulianne) prendront sens.

En ce qui concerne l'Europe, plusieurs collaborations et publications avec divers pays se sont traduites par des ententes concrètes avec des centres de recherche, entre autres, britanniques (Newcastle et Wales), belges (Wallonie) et français (le LISE à Paris et plusieurs autres centres). Dans ce contexte, en 2005, comme conséquence des travaux de ses membres et de leur reconnaissance internationale, une équipe du CRISES formée par Juan-Luis Klein (coordonnateur), Jean-Marc Fontan, Denis Harrisson et Benoît Lévesque, a été invitée à participer à l'un des plus importants réseaux au monde concernant l'IS. Il s'agit du réseau KATARSIS qui regroupe 19 institutions de recherche dont la seule non européenne est le CRISES. Dirigé par le professeur Frank Moulaert (University of Newcastle), ce réseau a été financé en 2006 par la Commission européenne (FP 6, Coordination action) avec le mandat de faire des synthèses des connaissances produites par ces institutions au sujet de cinq secteurs dans lesquels se mettent en place des IS et ensuite d'intégrer ces connaissances dans un modèle explicatif global. Cette opération, qui est encore en cours (jusqu'en 2008) a amené les différentes institutions membres à poursuivre leur collaboration sur certains des thèmes où l'IS s'avère cruciale pour répondre à des inégalités sociales croissantes. Ces thèmes sont la ville et le développement régional. Aussi, deux nouveaux projets ont été présentés à la Commission européenne. Le premier, coordonné par Frank Moulaert, incluant 11 institutions partenaires (10 européennes plus le CRISES), ainsi qu'une dizaine de collaborateurs latino-américains, africains et asiatiques, a été soumis en mai 2007 (FP 6) avec le titre *Social Polis : Social Platform on Cities and Social Cohesion*. Ce projet a été accepté et est en instance de financement. Le deuxième, incluant aussi 11 institutions (dont 9 européennes, une brésilienne en plus du CRISES) coordonné par A. Novy de la Wirtschaftsuniversität de Vienne, a été soumis dans le cadre du FP 7 en novembre 2007, avec le titre *Alternative Regional Development*. Il s'agit de deux projets de grande envergure où on reconnaît au CRISES le rôle de Leader Partner, et où, à l'équipe participant à KATARSIS, s'est jointe Diane-Gabrielle Tremblay. Ces projets financés par la Commission européenne articuleront plusieurs recherches plus ponctuelles et individuelles, parmi lesquelles on peut souligner celles avec la Bulgarie (J. L. Boucher), avec la Wallonie (D. Harrisson) et avec diverses institutions françaises (D.-G. Tremblay, P.-A. Tremblay, D. Harrisson, M. J. Bouchard, M. Bedard et L. Allie).

Une première subvention de la Commission mixte Québec – Wallonie/Bruxelles obtenue conjointement par le CRISES et le Centre d'économie sociale de l'Université de Liège en Belgique a donné lieu à une première demande de subvention auprès du CRSH par une équipe

constituée de chercheurs du CRISES et d'universités ontariennes afin de mieux connaître la façon dont le travail se structure dans les entreprises d'économie sociale. Ces travaux vont aussi conduire à des études comparatives avec nos collègues du CÉS en Belgique, du LISE ainsi que de l'Université du Mans en France. Un projet est également en développement avec une équipe de chercheurs de l'Université de Wales (l'un des contacts établi lors du colloque international du CRISES de novembre 2004) afin d'élaborer un projet de recherche comparative sur les pratiques de gouvernance des coopératives entre le pays de Galles et l'Irlande, d'une part, et le Québec et la Saskatchewan, d'autre part. Une première subvention demandée auprès du British Council est en préparation.

Le rapprochement avec les chercheurs d'autres pays a pour but de mieux intégrer notre programme de recherche sur l'IS. Il vise à établir les liens nécessaires avec des chercheurs intéressés par ce que nous avons fait, par ce que nous réalisons présentement et ambitionnons de réaliser en matière de recherche et en matière de transfert auprès d'utilisateurs. Ces liens donnent lieu à des projets de publications conjointes sur des thématiques communes, d'échanges sur les avancées théoriques sur l'IS, d'échanges d'étudiants également. Cela permet aussi de valider notre compréhension de l'IS et de l'inscrire parmi les enjeux fondamentaux de la recherche en sciences sociales ici et dans le monde.

### **Installation de recherche**

Les membres du CRISES, individuellement ou en équipes, développent et font usage de bases de données pour leurs travaux en lien avec la programmation du centre. C'est un objectif que nous nous étions donné lors du début du regroupement stratégique et que nous avons confirmé lors de l'étape de mi-parcours. C'est ainsi que plusieurs membres du CRISES auxquels se sont ajoutés de nouveaux membres mieux aguerris et expérimentés à l'utilisation des données quantitatives permettent ce virage important. Les projets portés par la Chaire de recherche en économie sociale, par le Centre d'histoire sur les régulations sociales (CHRS), par le Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé, par la Chaire de recherche sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale ou encore les recherches sur les IS dans l'entreprise manufacturière au Québec comptent parmi les projets les plus importants. Ces chercheurs disposent présentement de bases de données afin de constituer un Système d'information sur les régulations sociales, pour d'autres, de construire et mettre à jour une base de données relationnelle sur l'activité conflictuelle ou encore une base de données relationnelle sur les conflits urbains ; et d'autres encore, constituer un système d'information sur les organisations d'économie sociale. Cette dernière base de données relationnelle recense, par exemple, les organisations et tient à jour des données sur le poids économique et social de l'ÉS. Ces différentes bases de données permettront d'effectuer des recherches longitudinales. En plus d'être intégrés à des projets au cœur de la programmation scientifique du CRISES, ces

projets forment également une part fort importante du Consortium sur l'innovation, les performances et le bien-être dans l'économie du savoir (CIBL'es).

Financé par la Fondation canadienne de l'innovation, le Gouvernement du Québec, IBM et Microsoft, le CIBL'es est doté d'une importante infrastructure informatique grâce à laquelle il poursuivra un programme de recherche multidisciplinaire orienté sur les divers aspects de l'innovation. Le CIBL'es élabore des entrepôts de données qui assureront la cohérence et la normalisation des informations et rendra possible leur croisement afin de réaliser des études statistiques multivariées inédites. Le CIBL'es est ouvert aux chercheurs membres des centres de recherche et des chaires qui forment le Consortium ainsi que leurs étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles. Le Consortium est composé de trois centres de recherche tous des regroupements stratégiques reconnus par le FQRSC soit le CIRPÉE, le CIRST et le CRISES, de 8 chaires de recherche du Canada, de chaires institutionnelles, d'un groupe de recherche (MATEB), ainsi que de 2 observatoires. Le Consortium a débuté ses travaux en août 2004 et, sous sa forme actuelle, le financement est assuré jusqu'en mars 2009. Le Consortium est dirigé par un Comité scientifique et il compte sur quelques ressources humaines soit un coordonnateur, un analyste, un programmeur et un spécialiste des équipements. Au plan technique, l'installation comprend un SAN – unité de mémoire de masse de 4 téraoctets ; 8 serveurs de base de données ; une grappe de calcul haute performance dotée de 8 serveurs ; 10 stations de développement haute performance ; un laboratoire d'analyse, de modélisation et de simulation (15 postes de travail) ; un laboratoire de données sensibles (4 postes de travail) ; des logiciels de développement : SQL 2005, Analysis Services 2005 (OLAP), etc., des logiciels de statistiques, de modélisation et de simulation : Stella 8.1, Matlab 7.1 ; etc. C'est ce consortium que le CRISES compte appuyer afin de réaliser les projets de nature quantitative.

Le CIBL'es s'est donné pour mission de contribuer au renouvellement des perspectives de recherche en favorisant deux grands types de rapprochements : d'une part, un rapprochement des chercheurs et des expertises et, d'autre part, un rapprochement de diverses sources de données pertinentes à l'étude de l'innovation par la mise en commun des approches, le décloisonnement des problématiques et le rapprochement des objets d'étude. Nous souhaitons également que l'examen des organisations innovantes intègre à la fois leurs caractéristiques internes et les composantes de leur environnement favorables à la réalisation des innovations. Enfin, nous encourageons aussi l'analyse des effets des innovations, de même que le questionnement des indicateurs classiques portant sur les performances des organisations et sur le bien-être des personnes qu'elles touchent.

Du côté des sources de données, il existe actuellement un très grand nombre de banques de données contenant des informations pertinentes à l'étude de l'innovation. Ces informations demeurent toutefois isolées les unes des autres, si bien qu'un chercheur intéressé, par exemple,

à réunir toutes les informations disponibles concernant une organisation innovante en particulier, doit interroger une à une chacune de ces banques de données. C'est, entre autres, pour corriger cette situation que l'infrastructure du CIBL'es mettra sur pied de vastes entrepôts de données où toutes les informations disponibles concernant chacune des organisations innovantes seront réunies de façon cohérente et normalisée. Dotés d'interfaces d'interrogation conviviales, ces entrepôts permettront non seulement de consulter rapidement et efficacement des informations de provenances et de natures diverses, mais ils offriront aussi la possibilité de les croiser les unes avec les autres de façon à produire des résultats statistiques inédits. Nous remarquons par ailleurs l'absence de données sur l'IS, c'est pourquoi le CRISES compte bien combler cette lacune en inscrivant la conceptualisation et l'opérationnalisation de l'IS au cœur de sa nouvelle programmation scientifique. Les données ainsi constituées sur l'IS dans les organisations permettront la conception de l'entrepôt de données avec les autres bases de données sur l'innovation.

Ce regroupement des données sur l'innovation favorisera aussi le rapprochement des chercheurs spécialisés dans chacun des domaines où elles sont aujourd'hui utilisées de façon isolée. En effet, puisque l'analyse de certains types de données suppose souvent la maîtrise d'une expertise spécifique, il est à prévoir que la volonté de tirer le meilleur parti possible des informations réunies au sein des entrepôts de données du CIBL'es appellera d'elle-même de plus fréquentes collaborations interdisciplinaires.

Quelques équipes de recherche ont initié des échanges au niveau international en matière de méthodologie et pratiques de construction et développement de bases de données. Le CRISES veut favoriser le travail en commun et dynamiser les relations entre les chercheurs tout en suscitant l'intérêt de nouveaux chercheurs envers ces installations. Il a aussi comme objectif d'encourager, en collégialité, la mise en place de nouvelles installations utiles au programme de recherche du Centre.

Les objectifs de nos travaux de recherche sont donc de mettre à niveau, en mode relationnel, des différentes bases de données pertinentes aux objets de recherche du Centre, de façon à les rendre compatibles entre elles et à ce qu'elles puissent être analysées de manière croisée ou en entrepôts, notamment de manière géoréférencée, de soutenir les besoins des chercheurs en matière d'expertise spécialisée pour créer, développer et mettre à jour des bases de données, de faciliter les travaux de recherche utilisant les banques de données à des étudiants et stagiaires, de développer des protocoles de travail qui favorisent l'accès des bases de données aux chercheurs. À cet égard, le CRISES doit faire l'acquisition de licences sur des bases de données commerciales, notamment une base de données d'informations financières, et créer un fonds dédié spécial pour soutenir les opérations de création, mise à niveau et de développement de bases de données, notamment les bases relationnelles. Le budget comprend

également un fonds pour l'embauche de professionnels et de stagiaires en programmation-analyse ; en génie logiciel ; en analyse statistique ; en bibliothéconomie ; en cartographie. Il s'agit de soutenir, en complément de budget provenant d'autres subventions de recherche, le développement d'une équipe d'intervention informatique stable au CIBL'es qui parviendrait à comprendre rapidement le type de recherches qui se font au CRISES et le type de support à offrir à ses chercheurs. Ce lien avec le CIBL'es permet d'harmoniser les pratiques des chercheurs du CRISES à celles du CIBL'es. Le budget comprend également les logiciels d'analyse ou de leurs licences, avec possibilités d'utilisateurs multiples tels que Atlas-Ti, Stata, Stat Transfert, ARC-GIS, Map Info, Visio, etc. En termes d'activités, nous comptons organiser des séminaires méthodologiques afin de mutualiser les méthodes et les outils d'analyse développés au CRISES pour analyser l'IS. Les bases de données du Consortium sont disponibles aux chercheurs des centres via le portail du CIBL'es, ce qui autorise le travail collectif et l'accès à distance aux bases de données pertinentes aux objets de recherche du Centre, selon un protocole d'accès préétabli. Enfin, nous inviterons des chercheurs étrangers pour présenter leurs travaux et favoriser la coopération internationale en matière de données sur les IS.

\* \* \*

## BIBLIOGRAPHIE

- AKRICH, M., M. CALLON et B. LATOUR. 1988. « À quoi tient le succès des innovations ? »  
Gérer et comprendre, 11 : 4-17 ; 12 : 14-19.
- ALTER, N. 2000. L'innovation ordinaire, Paris, PUF.
- AMABLE, B. 2003. « Systèmes d'innovation », dans Mustar et Penan (Dir.), Encyclopédie de l'innovation, Paris, Économica : 367-382.
- AMIN, A. et N. THRIFT. 2002. Cities : Reimagining the Urban, Cambridge, Polity.
- AMIN, A. et P. COHENDET. 2004. Architectures of Knowledge. Oxford, Oxford Un. Press.
- BECK, U. 2001. La société du risque. Paris, Aubier.
- BENKO, G. et A. LIPIETZ (Dir.). 2000. La richesse des régions. Paris, PUF.
- BERNIER, L., M. J. BOUCHARD et B. LÉVESQUE. 2002. « Attending to the General Interest : New Mechanisms for Mediating Between Individual, Collective and General Interest », Annals of Public and Cooperative Economics, 74, 3 : 321-347.
- BOLTANSKI, L. et E. CHIAPELLO. 1999. Le nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard.
- BOUCHARD, C. 1999. Contribution à une politique de l'immatériel. CQRS, Groupe de travail sur l'innovation sociale.
- BOYER, R. 1987. La théorie de la régulation : une analyse critique, Paris, La Découverte.
- CAILLÉ, A. 2003. « Sur les concepts d'économie en général et d'économie solidaire en particulier » Revue du MAUSS. 21, 1<sup>er</sup> semestre : 215-236.
- CALLON, M. 1986. « Éléments pour une sociologie de la traduction », L'année sociologique, 36 : 169-208.
- CALLON, M. et F. MUNIESA. 2006. « Economic Experiments and the Construction of Markets » dans Mackenzie, Muniesa et Sui (Dir.), Performing Economics : How Markets Are Constructed, Princeton Un. Press.
- CASTELLS, M. 2000a. The Rise of the Network Society, Oxford, Blackwell Publishers.
- CHAMBON, J.-L., A. DAVID et J.-M. DEVEVEY. 1982. Les innovations sociales, Paris, PUF, « Que Sais-Je ? ».
- CHANIAL, P. 2001c. Justice, don et association. La délicate essence de la démocratie, Paris, La Découverte.
- CLOUTIER, J. 2003. « Qu'est-ce que l'innovation sociale ? », Montréal, CRISES, collection Études théoriques, no ET0314. 58 p.

- COMEAU, Y. 2001. « La structuration des stratégies du mouvement associatif », dans Dorvil et Mayer (Dir.), Problèmes sociaux. Tome 1, Québec, PUQ : 335-355.
- CORIAT, B. et O. Weinstein. 2002. « Organizations, firms and institutions in the generation of innovation », *Research Policy*, 31, 2 : 273-290.
- CROZIER, M. et E. FRIEDBERG. 1977. *L'acteur et le système*. Paris, Le Seuil.
- D'IRIBARNE, A. 1987. « Innovation technique et innovation sociale », *Économie et Humanisme*, 294 : 66-79.
- DANDURAND, L. 2004. « Et si on parlait d'innovation sociale », *La revue du FQRSC*, 1 : 3-6.
- DEFOURNY, J. et P. DEVELTERE. 1999. « Origine et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud », dans Defourny, Develtere et Fonteneau (Dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck Un : 25-58.
- DEMOUSTIER, D. 2001. *L'économie sociale et solidaire*, Paris, Syros.
- DESROCHE, H. 1983. *Pour un traité d'économie sociale*, Paris, CIEM.
- DEWEY, J. 1954. *The Public and its Problems*, Ohio University Press.
- DOSI, G. 1988. « The Nature of the Innovative Process », dans Dosi, Freeman, Silverberg et Soete, (Dir.), *Technical Change and Economic Theory*, New York, Pinter : 221-238.
- ELIAS, N. et J. L. SCOTSON. 1997. *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.
- ESPING-ANDERSEN, G. et al. (Dir.). 2002. *Why We Need a New Welfare State*, Oxford, Oxford Un. Press.
- FAGERBERG, J. 2003. « Innovation : A Guide to Literature », Dans Fagerberg, Mowery et Nelson (Dir.), *Oxford Handbook of Innovation*. Oxford Un. Press.
- FONTAN, J.-M., J.-L. KLEIN et B. LÉVESQUE. 2003. *Reconversion économique et développement territorial*, Québec, PUQ.
- FREEMAN, C. 1995. « The National System of Innovation in Historical Perspective », *Cambridge Journal of Economics*, 19 no 1 : 5-24.
- GADREY, J. 1994. « La modernisation des services professionnels », *Revue Française de Sociologie*, 35 : 163-195.
- GESHUNY, J. 1983. *Social Innovation and Division of Labour*, London, Oxford Un. Press.
- GIDDENS, A. 1994b. *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GOLDENBERG, M. 2004. *L'innovation sociale au Canada*, Rapport de recherche W/25, Canadian Policy Research Networks (CPRN).
- HABERMAS, J. 1973. *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press.
- HALL, P. et D. SOSKICE. 2001. *Varieties of Capitalism*, Oxford Un. Press.

- HARRISSON, D. et M. VÉZINA. 2006. L'innovation sociale : une introduction, *Annals of Public & Cooperative Economics*, 77 : 129-138.
- HOLLINGSWORTH, R. J. 2000. « Doing Institutional Analysis : Implications for the Study of Innovations », *Review of International Political Economy*, 7, 4 : 595-644.
- JETTÉ, C. et al. 2000. Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être. Une recension des écrits (1990-2000), Québec, PUQ.
- KLEIN, J.-L. et J.-M. FONTAN. 2004. Innovation sociale et territoire. Numéro thématique de la revue *Géographie, Économie, Société*. 6, Num.2.
- LAVILLE, J.-L. et G. DELFAU. 2000. Aux sources de l'économie solidaire, Daumont, Éditions Thierry Quinqueton.
- LÉVESQUE, B. 2003. « Fonction de base et nouveau rôle des pouvoirs publics : vers un nouveau paradigme de l'État », *Annals of Public and Cooperative Economics*, 74, no 4 : 489-513.
- LUNDEVALL, B.-A. (Dir.). 1992. *National System of Innovation*, Londres et New York.
- LYOTARD, J.-F. 1979. *La condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- MARTINELLI, F. et al. 2005. « Towards Alternative Model(s) of Local innovation », *Urban Studies*, 42, 11 : 1969-1990.
- MELUCCI, A. 1996. *Challenging Codes : Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge Un. Press.
- MOULAERT, F. et O. AILENEI. 2005. « Social Economy, Third Sector and Solidarity Relations », *Urban Studies*, 42, 11 : 2037-2054.
- MUMFORD, M. D. 2002. « Social Innovation », *Creativity Research Journal*, 14, 2 : 253-266.
- NELSON, R. R. et S. G. Winter. 1982b. *An Evolutionary Theory of the Economic Change*, Cambridge, The Belknap Press.
- NORTH, D. C. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge Un. Press.
- NOVY, A. et B. LEUBOLT. 2005. « Participatory Budgeting in Porto Alegre », *Urban Studies*, 42, 11 : 2023-2036.
- OCDE. 2003. *Le secteur à but non lucratif dans une économie en mutation*, Paris, OCDE.
- OFFE, C. 1985. « New Social Movements », *Social Research*, 52, 4 : 817-868.
- PAUGAM, S. 2000. *Le salarié de la précarité*, Paris, PUF.
- POLANYI, K. 1957. *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press.
- POWELL, W. W. et P. J. DIMAGGIO. 1991. *The new Institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, Un. of Chicago Press.

- ROSANVALLON, P. 1995. *La nouvelle question sociale*, Paris, Le Seuil.
- SALAMON, L. M., S. W. SOKOLOWSKI et R. LIST. 2003. *Global Civil Society, an Overview*, Baltimore, The John Hopkins Un., Centre for Civil Society Studies.
- SCHUMPETER, J. A. 1912. *Theory of Economic Development*, Cambridge Mass., Harvard Un. Press.
- SCOTT, R. W. et S. CHRISTENSEN (Dir.). 1995. *The Institutional Construction of Organizations*, Londres. Sage Publication.
- STREECK, W. et P. C. SCHMITTER. 1985. « Community, Market, State – and Associations ? » dans Streeck et Schmitter (Dir.), *Private Interest Government*, London, Sage : 1-29.
- SWYNGEDOUW, E. 1987. « Social Innovation, Production Organization and Spatial Development », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3 : 487-509.
- SWYNGEDOUW, E. 2005. « Gouvernance Innovation and the Citizen », *Urban Studies*, 42, 11 : 1991-2006.
- TOURAINÉ, A. 2005. *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard.
- WHITE, D. 2003. « Social Policy and Solidarity, Orphans of the New Model of Social Cohesion », *Canadian Journal of Sociology*, 28, 1 : 51-76.
- ZIMMERMANN, H. 1999. « Innovation in Non Profit Organizations », *Annals of Public and Cooperative Economics*, 70, 4 : 589-619.